

Unité Interdépartementale 25-70-90
Tel : 03 39 59 65 99 - Mobile : 06 58 17 41 47
25000 Besançon

Besançon, le 16/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST (EX SITA)

18 Rue Félix Mangini Universaone
69007 Lyon

Références : UID257090/SPR/LT 20250109A
Code AIOT : 0005902257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST (EX SITA) implanté 9, Rue des Maloubiers 25320 Chemaudin et Vaux. L'inspection a été annoncée le 06/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST (EX SITA)
- 9, Rue des Maloubiers 25320 Chemaudin et Vaux
- Code AIOT : 0005902257
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de Chemaudin-et-Vaux exploité par SUEZ réalise des activités de tri/transit/conditionnement des déchets de cartons, papiers, plastiques, métaux, bois, DEE, déchets dangereux, déchets industriels valorisables et une activité de traitement de biodéchets.

L'exploitation de ces installations est réglementée par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2020. Cet arrêté fait suite aux modifications portées à la connaissance du Préfet (et de l'inspection des installations classées) en décembre 2019 relatif à l'augmentation du volume global des activités et notamment l'activité de bio-déconditionnement, le rapatriement de l'activité déchets non dangereux du site de Torcols et la redistribution des stockages de déchets sur site.

L'activité de déconditionnement de biodéchets relève désormais de la rubrique ICPE n°2783 «Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique», créée par le décret n°2023-153 du 2 mars 2023. L'exploitant a fait connaître, au titre des droits acquis, ce (re)classement par courrier du 21 juillet 2023.

En outre par courrier du 17 mars 2023, l'inspection a pris acte de la modification non substantielle consistant à l'exploitation d'une activité de transit et regroupement de DEEE (déchets d'équipement électriques et électroniques). Cette activité relève des rubriques 2710 et 2711 respectivement pour une quantité max de 1 tonne et un volume de 600 m³.

Le référentiel réglementaire est:

- l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2020 modifiant et complétant les prescriptions techniques du centre de tri/transit de déchet ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Des travaux de modernisation étaient en cours sur le réseau d'extinction afin d'augmenter la pression au niveau des robinets d'incendie armés (RIA). Un surpresseur sera installé. Le site est par ailleurs équipé de caméras thermiques afin de détecter tout point chaud et départ de feu sur les aires extérieures et dans les bâtiments dans l'objectif d'une intervention rapide et de limitation géographique de l'incendie.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.2.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Entretien et conduite des installations	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.3.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de traitement			
6	Respect des VLE au point n°1 (eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	12 mois
8	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 5.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
9	Dispositif de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 8.5.2 V	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Stockage des bacs vides - porter à connaissance	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.1.1	Sans objet
5	Respect de la fréquence des mesures	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.5.1	Sans objet
7	Respect des VLE au point n°2 (eaux usées)	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.4.2.3	Sans objet
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I	Sans objet
11	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Non-conformités:

1- Les campagnes de mesures sur des prélèvements instantanés effectués les 18 mars 2024 et 2024 au niveau du point de rejet n°1 « *eaux pluviales de toiture, de voiries, des aires étanches extérieures de stockage et eaux issues de l'aire de distribution de carburant* » font état de concentrations respectivement pour le paramètre DCO de 862 mg/l et 1177 mg/l, pour le paramètre DBO5 de 440 mg/l et 1050 mg/l soit plus du double de la valeur limite définie pour le paramètre DCO à 300 mg/l et pour le paramètre DBO5 à 100 mg/l

La campagne de mesure sur le prélèvement instantané effectué le 18 mars 2024 au niveau du point de rejet n°1 susvisé fait état de concentrations pour le paramètre Matières En Suspension (MES) de 732 mg/l soit plus du double de la valeur limite définie pour ce paramètre à 100 mg/l ;

2- Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures à l'entrée du site rejetant dans le réseau séparatif communal fait l'objet d'un nettoyage-vidange fixé à une fréquence annuelle sans tenir compte de la charge polluante entrante liée aux conditions météorologiques et aux stockages de déchets, de fait ce DSH ne fait pas l'objet d'un entretien à une fréquence adaptée ;

3- L'entretien du DSH au point de rejet n°1 se résume à un nettoyage à une fréquence annuelle sans vérification dans l'année de la bonne marche des installations dont l'état de saturation de l'équipement ;

4- Le plan des réseaux doit être révisée, consolidée avec l'intégration du réseau d'eau potable, du disconnecteur et des informations sur le bassin de confinement des eaux d'extinction.

5- Une consigne doit être affichée à proximité de la vanne d'isolement en y précisant le sens de fermeture.

6- L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, ou marquage au sol et sur les murs etc.). Ce point est d'ores et déjà engagé par l'exploitant.

7- L'exploitant portera à la connaissance dans les formes prévues par l'article R.181-46 du Code de l'environnement les risques associés à l'entreposage de bacs vides en limite de propriété Nord-Ouest du site.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral ou ministériel expose le contrevenant aux suites listées aux articles L.171-8 I et R.514-4 3° du Code de l'environnement.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé relatif aux points n°1, 2 et 3. Pour les autres points pour certains d'ordre documentaire, pour d'autres considérant les actions déjà entreprises par l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives.

- Observations :

En relation avec les dépassements constatés sur les rejets d'eaux pluviales de voiries/aires de stockages de déchets, il convient que l'exploitant examine la pertinence de couvrir certaines zones de stockages de déchets de son établissement pour limiter la charge polluante entrante dans son débourbeur/DSH.

Il convient que l'exploitant examine l'adéquation de l'équipement à traiter les polluants présents tant sur le dimensionnement de l'ouvrage que ses caractéristiques techniques (présence de filtre adéquat ?). L'exploitant rendra compte de ses investigations à l'inspection des installations

classées.

Le nettoyage des DSH ne peut se résumer à la vidange de l'équipement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des quantités entreposées
Prescription contrôlée : <i>" L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. [...]"</i>
Constats : Un état des stocks peut être généré à l'aide de l'outil interne KIZEO. En raison de l'indisponibilité technique de l'outil, l'exploitant a présenté l'état des stocks au 30/12/2024. En outre, le plan d'intervention inclut les valeurs maximales autorisées pouvant être atteintes par typologie de déchets. Par sondage, l'inspection a vérifié la quantité de : <ul style="list-style-type: none">- balles de bois (classe A 200m³, bois B 80 m³)- balles de papiers/cartons au nombre de 200 soit environ 200 m³- balles de plastiques au nombre de 110 soit environ 100 m³. Ces valeurs restent en deçà des valeurs autorisées par l'arrêté préfectoral. La visite a permis de constater une quantité de stockage de déchets maîtrisée. Pour les déchets dangereux, l'état des stocks est produit à l'aide de l'outil Trackdéchets à l'aide de filtres sur le statut de bordereau "Arrivé à l'entreposage provisoire, en attente d'acceptation"
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : <i>" Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :<ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)</i>

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)."

Constats :

Le plan des réseaux a été présenté dans sa version du 3 juin 2024 à l'échelle 1/250e. Il fait suite aux travaux d'aménagements extérieurs : constitution d'écrans thermiques, mise en œuvre de la rétention et la modification du réseau de collecte.

Trois réseaux sont distingués : eaux pluviales bâtiment-toitures, eaux pluviales voiries et eaux usées.

Sur le réseau d'eaux pluviales voiries, la vanne d'isolement est bien distinguée et permet la retenue dans le bassin de confinement des eaux. En position normale ouverte, les eaux rejoignent le réseau avant passage par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (DSH), lui aussi bien identifiée sur le plan.

Un second DSH est identifié à l'aval de l'aire de lavage rejoignant le réseau d'eau usée.

Enfin, un troisième DSH (existant) est identifié à l'aval de l'aire de distribution de carburants rejoignant le réseau d'eaux pluviales de voiries. Ce troisième DSH n'est plus utilisé, désormais by-passé. Le plan devra mentionner ce statut.

Le réseau AEP et le dispositif de disconnexion (clapet) ne sont pas identifiés sur le plan susvisé. L'exploitant a déclaré qu'un dispositif de disconnexion de type clapet était bien présent en référence à la disposition de l'article 4.1.2.1 de l'AP du 23/12/2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit consolider son plan des réseaux avec les items 1 et 2 de la prescription contrôlée. En outre (cf. point n°10), le volume du bassin de rétention des eaux d'extinction devra être corrigé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

" Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne."

<p>Constats :</p> <p>Un test de fermeture manuelle de la vanne d'isolement sur le réseau d'eaux pluviales a été demandé par l'inspection. Ce test n'a pas appelé d'observation : à la suite de la manœuvre, les eaux de pluie ont pu être observées dans le bassin à l'amont.</p> <p>Ce dispositif fait l'objet de tests périodiques a minima lors des exercices d'intervention à fréquence au moins annuelle.</p> <p>Aucune consigne n'est affichée à proximité, ne serait-ce le sens de fermeture. L'exploitant s'est engagé à fixer un panneau sur le mur du bassin de confinement voisin.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie (dans une fiche réflexe de son annexe interne) mentionne toutefois cette manœuvre à réaliser sans en préciser la consigne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser in-situ (et/ou dans son plan de défense contre l'incendie) la consigne de manœuvre de la vanne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Entretien et conduite des installations de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. "</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Au total (cf. constat n°1), deux décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont présents et utilisés sur site pour traités (1) les eaux pluviales de voirie et de stockage de déchets + l'aire de distribution de carburants, (2) l'aire de lavage.</p>

L'exploitant a transmis les fiches d'intervention produites par la société SARP-FCA :

- DSH entrée site sur le réseau d'eaux pluviales , dernier entretien le 14 mars 2024 avec mention « *pas de descente dans l'ouvrage présence CH4 et H2S, flotteur bloqué à notre arrivée* »

Une seconde fiche a été présentée pour une intervention le lendemain (15 mars 2024) justifiant des actions correctives et nettoyage du DSH. Le bordereau de suivi des déchets a été présenté et n'a pas appelé d'observations (BSD n°20240319 pris en charge par FCA et envoyé chez EDIB à Longvic). Hormis la vidange, la fiche d'intervention du 15 mars 2024 ne précise pas si d'autres opérations ont été réalisées.

- DSH aire de lavage, dernier entretien le 29 octobre 2024, absence d'observation.

L'exploitant a fixé par défaut une fréquence annuelle pour le DSH (1) et bi-mensuelle pour le DSH (2).

De fait, la fréquence en fonction de l'état de saturation des équipements d'abattement n'est pas formalisé. Hormis lors de l'intervention par l'organisme extérieur lors de l'opération de nettoyage/vidange, aucune intervention in situ pour vérifier que le dispositif est en capacité de traitement n'est donc réalisé. La bonne marche de l'équipement doit être réalisé sans attendre le passage de l'organisme extérieur en charge du nettoyage. A titre d'exemple, la présence de CH4 et H2S, ainsi que le blocage du flotteur auraient dû être détectés en interne à l'aide d'un suivi formalisé.

Le dimensionnement de l'équipement, les volumes de déchets en transit et en premier lieu la pluviométrie sont des facteurs d'influence de la charge polluante et donc de la saturation de l'équipement. Un suivi doit être formalisé afin que les valeurs limites en sortie soient en tout temps respectées (voir point suivant).

La trappe de visite du compartiment d'hydrocarbures (piège des liquides légers) a été ouverte à la demande de l'inspection. La fiche/ notice du DSH consulté n'a pas permis de conclure sur l'état de l'équipement. Aucune trappe n'existe au droit du compartiment à boues/débourbeur pour vérifier le volume présent et l'état du filtre (filtre à coalescence ou charbon actif si présent ?). Cet équipement ne dispose pas non plus d'alarme à boues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- s'assurer de la bonne marche des installations de traitement ;
- mettre en place un protocole d'entretien de ces dispositifs de traitement à une fréquence adaptée dans l'objectif de non-saturation du DSH et in fine du respect des valeurs limites des effluents rejetés.

La question se pose de l'efficacité du nettoyage-vidange du DSH et/ou des caractéristiques du DSH. En effet, ce dernier a été nettoyé le 14 mars 2024 et la mesure du 18 mars 2024 fait état de dépassements sur la charge polluante organique (cf. constat suivant). L'entretien ne peut se résumer à la vidange du décanteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Respect de la fréquence des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : <i>" Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.4.2.2.et 4.4.2.3. est effectué au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué,soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. [...] "</i>
Constats : Le dernier prélèvement et analyse ont été réalisés par le laboratoire CARSO : - sur le réseau eaux pluviales de voiries-aies déchets-aie distribution après le DSH (point n°1) les 18 mars 2024 et 23 mai 2024 ; - sur le réseau eaux usées/eaux sanitaires (point n°3 incluant le point n°2 aire de lavage) le 15 mai 2024 et le 22 octobre 2024. Lors de ces mesures, le paramètre matières en suspension (MES) n'a pas été analysé le 23 mai 2024 sur le point n°1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à inclure le paramètre MES dans ces mesures réglementaires au point de rejet n°1 « eaux pluviales ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE au point n°1 (eaux pluviales)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</i> <i>MEST= 100 mg/l</i> <i>DCO =300 mg/l</i> <i>DBO5= 100mg/l</i> <i>Indice phénol = 0,3 ng/l</i> <i>Chrome hexavalent = 0,1mg/l</i> <i>Cyanures totaux 0,1mg/l</i> <i>AOX = 5 mg/l</i> <i>Arsenic = 0,1 mg/l</i> <i>Hydrocarbures totaux = 10 mg/l</i> <i>Métaux totaux = 15 mg/l "</i>

<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'analyse des 18 mars 2024 et 23 mai 2024 sont :</p> <p>MEST= 732 - non mesuré mg/l ;</p> <p>DCO =862 - 1177 mg/l ;</p> <p>DBO5= 440 - 1050 mg/l ;</p> <p>Indice phénol = 0,02 - 0,13 mg/l ;</p> <p>Chrome hexavalent < 0,005 mg/l ;</p> <p>Cyanures totaux < 0,01 mg/l ;</p> <p>AOX = 0,08 - 0,03 mg/l ;</p> <p>Arsenic < 0,004 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux = 5,1 - 1,1 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux = 19,4 - 6 mg/l.</p> <p>Ces résultats sont issus d'un prélèvement instantané et non d'un relevé sur 24 heures, considérant qu'il ne s'agit pas d'un effluent continu (uniquement si pluviométrie). Aussi, les valeurs sont à comparer au double des valeurs limites de la prescription.</p> <p>Les valeurs en gras ci-dessus sont significatives d'un dépassement du double de la valeur limite.</p> <p>L'analyse met en évidence des rejets chargés en matière organique, qui dépassent très largement les valeurs limites prescrites.</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre un plan d'actions pour leur respect. Une première campagne de mesures a d'ores et déjà été réalisé en 3 points du site afin d'identifier la source de la charge polluante. Un bureau d'études a été missionné pour définir un plan d'action, sans échéance toutefois sur la production de son étude.</p> <p>Ce dépassement est à mettre en relation avec le constat précédent (absence de fréquence adapté du nettoyage-entretien du DSH).</p> <p>L'exploitant a déclaré que ce réseau ne recevait pas les substrats du bio-conditionneur. Ces effluents ne sont pas rejetés dans le réseau mais stockés dans deux cuves et évacués quotidiennement vers des installations de méthanisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan d'actions et le mettre en œuvre afin de respecter les valeurs limites en concentrations de ces eaux pluviales ici chargées en matière organique, source d'appauvrissement de l'oxygène dissous dans l'eau et donc entraînant des conséquences négatives sur l'environnement.</p> <p>Parallèlement, il convient que l'exploitant examine l'adéquation de l'équipement à traiter les polluants présents tant sur le dimensionnement de l'ouvrage que ses caractéristiques techniques (présence de filtre à coalescence ou adéquat ?).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 7 : Respect des VLE au point n°2 (eaux usées)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du code de la santé publique), les rejets des d'eaux résiduaires doivent faire l'objet si besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</i></p> <p><i>MEST= 600 mg/l</i> <i>DCO = 2000 mg/l</i> <i>DBO5 = 800 mg/l</i> <i>Indice phénol = 0,3 mg/l</i> <i>Chrome hexavalent = 0,1 mg/l</i> <i>Cyanures totaux = 0,1 mg/l</i> <i>AOX = 5 mg/l</i> <i>Arsenic = 0,1 mg/l</i> <i>Hydrocarbures totaux = 10 mg/l</i> <i>Métaux totaux = 15 mg/l [...] </i></p> <p><i>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne.</i> <i>Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'analyse des 15 mai et 23 octobre 2024 sont :</p> <p>MEST=142 - 2,5 mg/l DCO = 679- <30mg/l DBO5= 380 - <3 mg/l Indice phénol = <0,02 mg/l Chrome hexavalent < 0,005 mg/l Cyanures totaux < 0,01 mg/l AOX = 0,07 - 0,02 mg/l Arsenic < 0,004 mg/l Hydrocarbures totaux = 0,3 - <0,1 mg/l Métaux totaux = 5,6 - 0,016 mg/l</p> <p>Ces résultats sont issus d'un prélèvement instantané et non d'un relevé sur 24 heures. Aussi, les valeurs sont à comparer au double des valeurs limites de la prescription. L'analyse ne met pas en évidence de dépassement. L'analyse du prélèvement du 23 octobre 2024 montre une évolution en forte baisse des concentrations, pouvant s'expliquer pas le nettoyage du DSH peu de temps avant (15 septembre 2024).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des quantités entreposées
Prescription contrôlée :

" L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur maximale de stockage est de :

- ° 3,5 mètres pour les balles en attente d'expédition ;
- ° 2 mètres pour les biodéchets sur palette ;
- ° 3 mètres pour les déchets verts et le bois stockés en extérieur ;
- ° 4 mètres pour les déchets de métaux et les DNDAE en extérieur ;
- ° 3 mètres pour les déchets stockés dans le bâtiment de tri ;

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

Le plan d'actions 2025 comprend le marquage au sol des emplacements de stockages de déchets, des traçages sur les murs séparateurs et la pose de pancartes ; ces dernières sont déjà reçues mais non encore posées sur site.

La certification SUEZ WAY prévue en octobre 2025 inclura ce point pour l'obtention de ce label.

Les hauteurs observées en visite n'ont pas mis en évidence de stockage en volume/hauteur importante au-delà des valeurs maximales.

Les déchets ne comprennent pas de tournures de métaux issus d'usinage susceptibles de rejets de lubrifiants/huiles sur les aires.

Toutefois, des matières fines -principalement source de la dégradation de papier/cartons- sont observables en différents points sur les aires imperméabilisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection note l'engagement de l'exploitant à disposer de moyens in situ pour évaluer le volume de déchets stockés.

En relation avec le point n°6, il convient que l'exploitant examine la pertinence de couvrir certaines zones de son établissement pour limiter la charge polluante entrante dans son débourbeur/DSH.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Dispositif de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 8.5.2 V

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des sols et des eaux en situation

accidentielle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p><i>La capacité de confinement est au minimum de 420 m³."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan de récolement du site incluant le plan des réseaux (voir constat n°2) identifie le bassin de confinement à droite de l'entrée du site avec les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hauteur d'eau 1,82m ; - fond de bassin 178,28 m² ; - volume de rétention 324,47 m³. <p>Le PAC dans sa version de décembre 2022 lié au projet DEEE cite en page 90/91 « Le site comprend aujourd'hui un bassin de rétention des eaux pluviales de volume 640 m³. Ce bassin est dimensionné pour contenir une pluie décennale, soit 145 m³ (voir annexe 2). Il pourra également être utilisé pour retenir sur site l'intégralité des eaux d'extinction incendie. »</p> <p>D'après le plan des réseaux, le volume de confinement n'est pas suffisant (324 m³ contre 420 m³ attendu).</p> <p>L'exploitant a déclaré que le plan des réseaux était erroné : la hauteur n'est pas mesurée au bon endroit. L'exploitant confirme un volume disponible de 640 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection reste dans l'attente de la transmission du plan des réseaux révisé.</p> <p>Le volume de confinement des eaux d'extinction peut prendre en compte les volumes dans les canalisations sous réserve de non rejet et/ou surverse sur des surfaces extérieures au site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie</i></p>

<p>et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir "
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie avec deux annexes (pompier et interne) répondant aux dispositions de la prescription contrôlée. Ce plan est disposé dans une boîte à l'entrée du site pour les pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" [...] Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. [...] "« Cet exercice est renouvelé</p>

au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans."

Constats :

L'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier exercice réalisé le 12 décembre 2024. Le compte-rendu fait état d'observations, points d'améliorations au nombre de sept. Un debriefing est réalisé à l'issue de l'exercice par le responsable de site et l'auditeur.
L'exploitant fixe un objectif minimal de réalisation d'un exercice chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockage des bacs vides - porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

" [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]"

Constats :

A partir de l'image aérienne (source <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) ainsi que des constats opérés lors de la visite sur site, un stockage de bacs vides en plastique a été observé le long de la limite Nord-Ouest du site.

Ce stockage de produits combustibles, **en cette localisation**, n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit produire un dossier avec l'évaluation des risques, notamment statuer sur le risque d'incendie, le cas échéant la détermination des distances d'effets, l'acceptabilité environnementale et le dispositif de confinement des eaux d'extinction. En effet, pour ce dernier, la zone est non imperméabilisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois